



## PIECE G-2 : MISE EN COMPATIBILITE DE DOCUMENT D'URBANISME – PLU D'ALBON



SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION ..... 3

I.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET SOUMIS A ENQUETE.....3

I.1.1 CONSISTANCE DU PROJET .....3

I.1.2 OBJECTIFS ET ENJEUX DU PROJET.....4

I.1.3 LE PROJET DANS LA COMMUNE .....4

I.1.3.1 Demi-diffuseur Nord.....4

I.1.3.2 Zone de mesure compensatoire : Site des Blâches .....6

I.2 PRESENTATION DU PLU D’ALBON .....8

I.3 OBJET ET CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE .....8

I.3.1 OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE .....8

I.3.2 PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D’URBANISME .....8

I.3.2.1 Avis de l’Autorité environnementale (Ae) .....8

I.3.2.2 L’examen conjoint des « personnes publiques associées » (PPA) .....8

I.3.2.3 Le rapport de la commission d’enquête.....9

I.3.2.4 Avis des communes/EPCI concernés .....9

I.3.3 RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES .....9

II. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D’URBANISME..... 11

II.1 LE REGLEMENT .....11

II.1.1 ZONE A .....11

II.1.2 ZONE UIZB .....11

II.1.3 ZONE AUZA.....11

II.1.4 ZONE N ET LE SECTEUR NE.....12

II.2 LES EMPLACEMENTS RESERVES .....12

II.3 LES ESPACES BOISES CLASSES .....12

II.4 LE PATRIMOINE BOISE (HAIES ET BOISEMENTS).....12

II.5 LES ORIENTATIONS D’AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION .....13

II.6 LE PROJET D’AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD).....13

III. MISE EN COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D’URBANISME..... 14

III.1 PLAN DE ZONAGE.....14

III.2 REGLEMENT DE LA ZONE N .....15

III.2.1 ZONE N AVANT MISE EN COMPATIBILITE.....15

III.2.2 ZONE N APRES MISE EN COMPATIBILITE.....15



## I. NOTE DE PRESENTATION

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme est une procédure régie par le code de l'urbanisme conformément aux articles L. 153-54 à 153-59, R. 153-13, R. 153-14 et suivants.

Lorsqu'un projet d'aménagement nécessite une Déclaration d'Utilité Publique (DUP), et que ce projet n'est pas compatible avec le document d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune, alors la DUP ne peut intervenir que si l'enquête a porté à la fois sur la DUP et sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme concerné.

La notion de compatibilité est définie par la jurisprudence comme « la non-contrariété avec les options fondamentales » du document d'urbanisme.

La compatibilité est donc remplie à la double condition que :

- l'opération ne soit pas de nature à compromettre le parti d'aménagement retenu par la commune,
- l'opération ne méconnaisse pas les dispositions du/des règlement(s) de la (des) zone(s) dans laquelle (lesquelles) sa réalisation est prévue.

### I.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET SOUMIS A ENQUETE

#### I.1.1 CONSISTANCE DU PROJET

Le projet concerne la création d'un diffuseur sur l'autoroute A7 (Lyon-Marseille), situé sur les communes de Saint-Rambert-d'Albon et d'Albon au niveau du PK30 et Saint-Barthélemy-de-Vals au niveau du PK42 dans le département de la Drôme.

La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par le concessionnaire autoroutier ASF (VINCI Autoroutes). Il est co-financé par ASF et les collectivités : la région Auvergne-Rhône-Alpes, le Conseil Départemental de la Drôme et la Communauté de Communes de Porte de DrômArdèche.

Cet aménagement, inscrit dans la liste des aménagements du 17<sup>ème</sup> avenant au contrat de plan 2017-2021 (Plan d'Investissement Autoroutier) approuvé par décret du 06/11/2018, consiste en :

- **La création d'un demi-diffuseur Nord, orienté au Sud** et se raccordant à la RN7 au Sud de l'aire de services de Saint-Rambert-d'Albon. Ce demi-diffuseur est situé sur les communes de Saint-Rambert-d'Albon et d'Albon, au niveau du PK30 et ses bretelles se raccordent à la RN7 via un carrefour giratoire à créer. Ce demi-diffuseur est composé d'un nouvel ouvrage franchissant l'A7 et d'une gare de péage bidirectionnelle ;
- **La création d'un demi-diffuseur Sud, orienté au Nord** sur la commune de Saint-Barthelemy-de-Vals, au niveau du PK42, ses bretelles se raccordent sur la RD112 via un carrefour giratoire existant à l'Est de l'A7 à réaménager et un carrefour giratoire à créer à l'Ouest. Ce demi-diffuseur est composé de deux gares de péage satellite et nécessite le réaménagement de l'ouvrage RD112 franchissant l'A7 (PS428).



Figure 1. Schéma de principe de l'aménagement



Figure 2. Plan de situation du projet

### I.1.2 OBJECTIFS ET ENJEUX DU PROJET

Le projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche est motivé par la création d'un nouveau système d'échanges avec l'autoroute A7 sur sa plus longue section sans échangeur (32km) entre Chanas (diffuseur n°12 au PR24) et Tain-l'Hermitage (diffuseur n°13 au PR56).

Ce projet est un levier important de développement économique, d'attractivité touristique, d'aménagement et d'équilibre des territoires, d'environnement et de vie quotidienne des habitants. Il répond à des enjeux multiples, à savoir :

- Des enjeux économiques : le projet renforce l'accessibilité de la ZAC Axe 7 et son développement, tout comme il bénéficiera à la zone industrialo-portuaire (ZIP) Inspira de Salaise-Sablons, ainsi qu'à toutes les entreprises déjà présentes sur le territoire,
- Des enjeux touristiques : le projet est un moteur de développement du tourisme (notamment par exemple pour la Tour d'Albon, le Palais Idéal du Facteur Cheval, la Ferme de Marthe Robin, l'hôtellerie etc) et des activités de loisir,
- Des enjeux de déplacement : le projet permettra une meilleure desserte locale avec un désenclavement du territoire (vallées de la Galaure et de la Valloire) et un renforcement de la connexion entre le bassin d'Annonay et le territoire de Beaurepaire à la Vallée du Rhône et de décongestionner la RN7 et les sorties autoroutières de Chanas et Tain l'Hermitage.

Les objectifs visés par la création d'un diffuseur autoroutier sur le territoire de la communauté de communes de Porte de DrômArdèche sont donc de :

- Désenclaver le territoire en facilitant l'accès à l'autoroute et mieux desservir les vallées de la Galaure, de la Valloire et de l'Herbasse,
- Fluidifier les déplacements sur le réseau secondaire, notamment la RN7, et au niveau des échangeurs de Chanas et de Tain-l'Hermitage,
- Renforcer l'attractivité économique du territoire en facilitant les déplacements du quotidien, la circulation de marchandises et l'accès aux sites touristiques.

Il s'agit donc d'offrir à l'ensemble des habitants du territoire et aux acteurs économiques des temps de trajet réduits et une connexion ainsi renforcée entre les vallées du Rhône, de la Galaure, de la Valloire et de l'Herbasse.

### I.1.3 LE PROJET DANS LA COMMUNE

#### I.1.3.1 Demi-diffuseur Nord

Le demi-diffuseur Nord s'implante majoritairement sur la commune de Saint-Rambert-d'Albon et pour partie sur celle d'Albon.

Au niveau du demi-diffuseur Nord, le projet consiste en la réalisation des aménagements suivants :

- Création d'une bretelle d'entrée en insertion en direction de Marseille raccordée à la RN7 et équipée d'une gare de péage à 2 voies associée à une halte simple pour les poids lourds,

- Création d'une bretelle de sortie en déboitement depuis Marseille raccordée à la RN7 et équipée d'une gare de péage à 3 voies associée à une halte simple pour les poids lourds,
- Création d'un giratoire à 4 branches sur la RN7,
- Réalisation d'un passage supérieur au-dessus de la section courante de l'A7,
- Rétablissement de l'accès à l'aire de Saint-Rambert-d'Albon en sens 2 par l'intermédiaire de la bretelle de sortie mentionnée ci-avant,
- Signalisation verticale liée au demi-diffuseur,
- Mesures environnementales associées au projet.

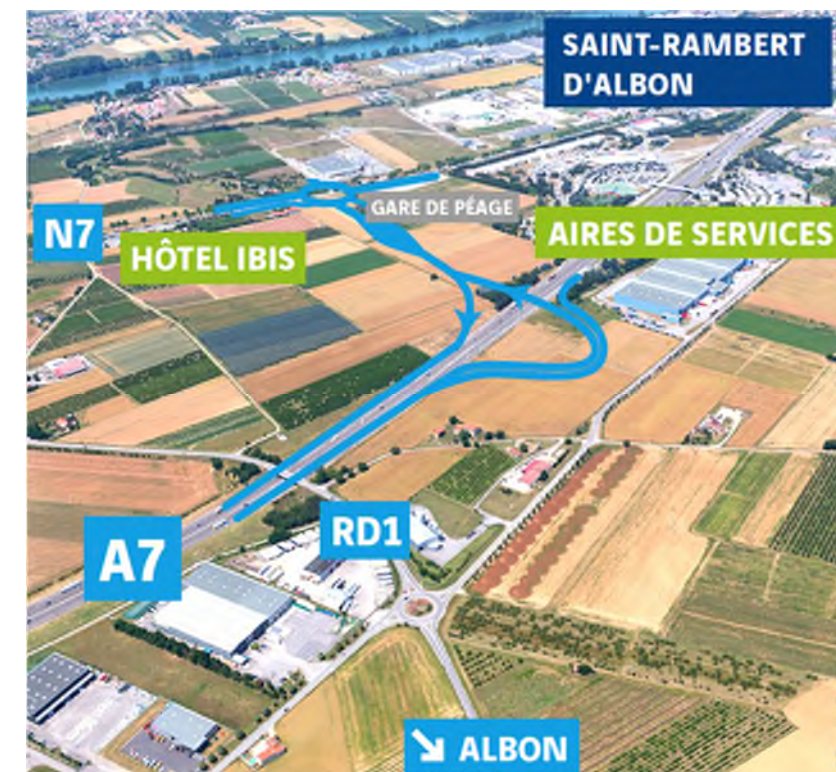


Figure 3. Demi-diffuseur Nord

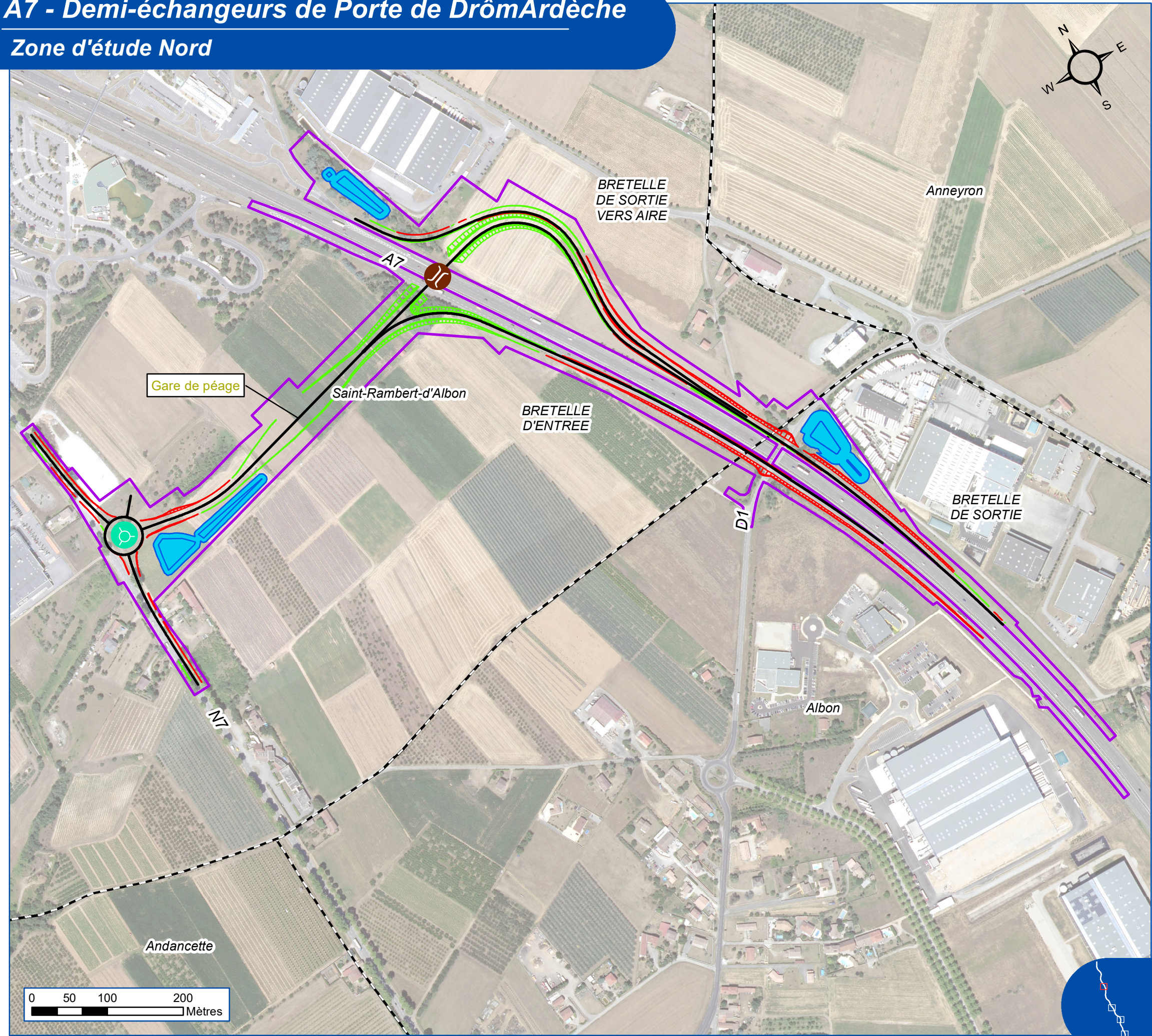
Les mesures environnementales envisagées pour le projet consistent à :

- assurer une protection des eaux superficielles et souterraines, au travers de la mise en place d'un système d'écroulement et d'assainissement composé de fossés associés à des bassins multifonctions qui favorisent le traitement des eaux des bretelles avant rejet dans le milieu naturel,
- conserver les milieux naturels et les espèces à enjeux écologiques de faune et de flore et compenser les impacts résiduels par des mesures de restauration et de création de zones humides et de milieux écologiques,
- limiter les nuisances acoustiques via la création de dispositifs acoustiques,
- réaliser des travaux d'aménagements paysagers afin de bien intégrer le projet ainsi que ses équipements spécifiques dans le site.

L'extrait du Plan Général des Travaux présenté ci-après, localise les travaux prévus sur la commune d'Albon.



A7 - Demi-échangeurs de Porte de DrômArdèche  
Zone d'étude Nord



Légende

- Limites communales
- Emprises nécessaires aux travaux
- Cours d'eau
  - Cours d'eau principal
  - Cours d'eau secondaire
  - Sens d'écoulement des eaux
- Aménagements projet
  - Tracé projet
  - Remblais
  - Déblais
  - Mur de soutènement
  - Bassin à créer
  - Ouvrage d'art à créer
  - Giratoire à créer
  - Zones compensatoires



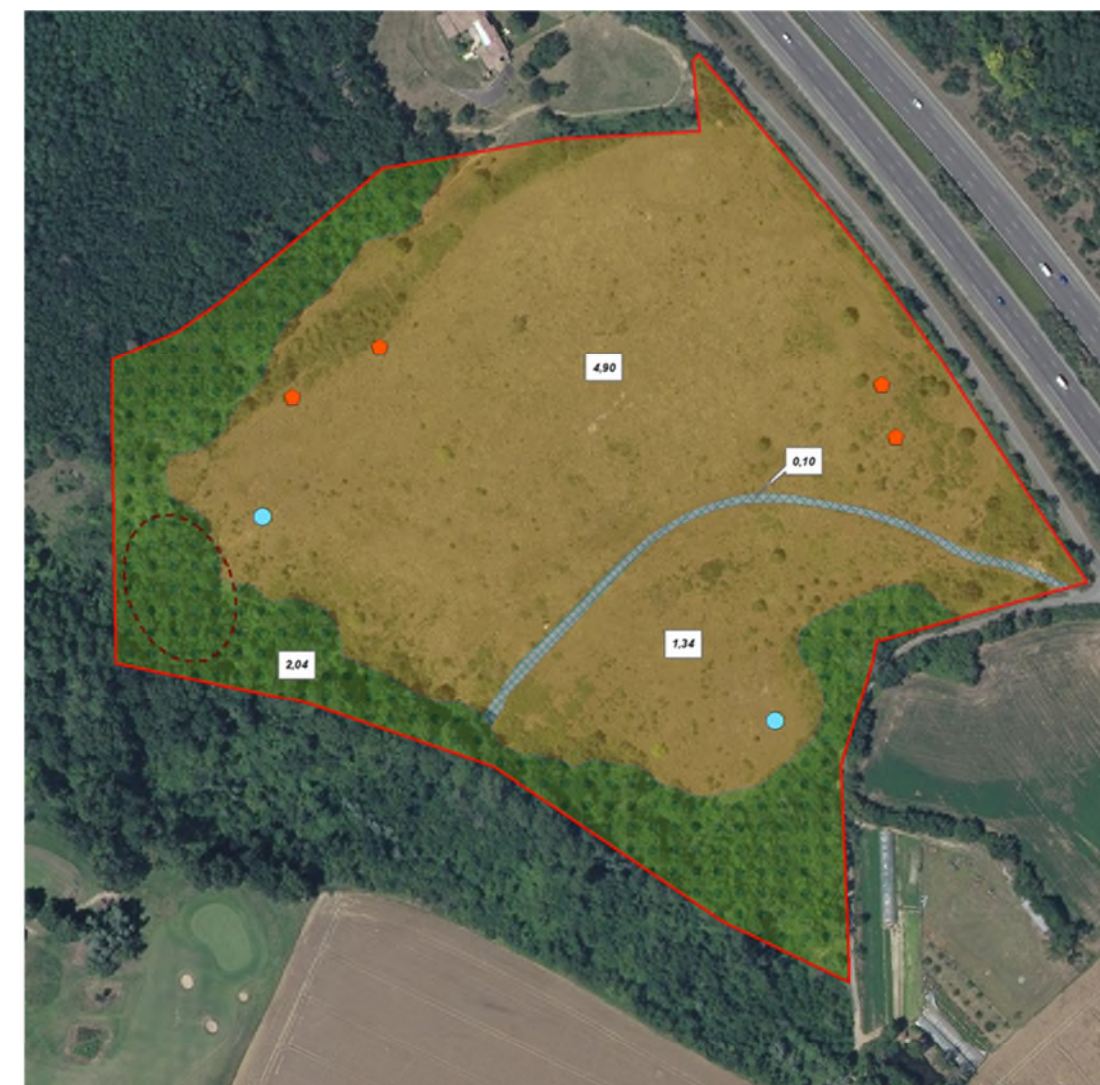
### I.1.3.2 Zone de mesure compensatoire : Site des Blâches

Le projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche fait l'objet d'une démarche « Eviter Réduire Compenser » (ERC) pour la gestion des impacts environnementaux induit par la création de l'infrastructure. L'ensemble des impacts n'ayant pas pu être évités ou réduits, des mesures compensatoires écologiques ont été définies pour pallier aux impacts résiduels et aboutir à un équilibre gain/pertes sur l'ensemble du projet. Plusieurs sites de compensation ont été identifiés, l'un se situant sur la commune d'Albon. Il s'agit du site dit « Les Blâches », sur les parcelles ZN0036 et ZN0061. Le site représente une surface totale de 8,38 ha.

Les actions envisagées sur ce site sont les suivantes :

- Restauration de pelouses sèches ourlifiée et en cours de colonisation par les arbustes par débroussaillage de la fruticée, appauvrissement progressif du milieu par fauche tardive avec export de la matière, élimination des espèces envahissantes...,
- Mise en sénescence de boisements mixtes,
- Création de mares ou d'ornières (présence de secteur marneux à fort pouvoir de rétention),
- Aménagements de gîtes ponctuels en faveur des espèces animales (notamment reptiles, Lapin de Garenne et chiroptères),
- Désartificialisation de la voie traversant le site et remise en état naturel (pelouses thermophiles).

L'extrait du Plan Général des Travaux présenté ci-après, localise le site compensatoire sur la commune d'Albon.



#### Mesures ponctuelles :

- 🔺 Gîte à reptiles
- 🔵 Mare à palier

#### Mesures surfaciques :

- 🔲 Installation de gîtes artificiels arboricoles chiroptères
- 🟡 Restauration de pelouses en cours de fermeture
- 🟢 Ilot de sénescence
- 🔵 Désartificialisation et remise en état naturel de la voirie
- 🔴 Site de compensation



Sources : Acer campestre, 2022

0 50 100 m.

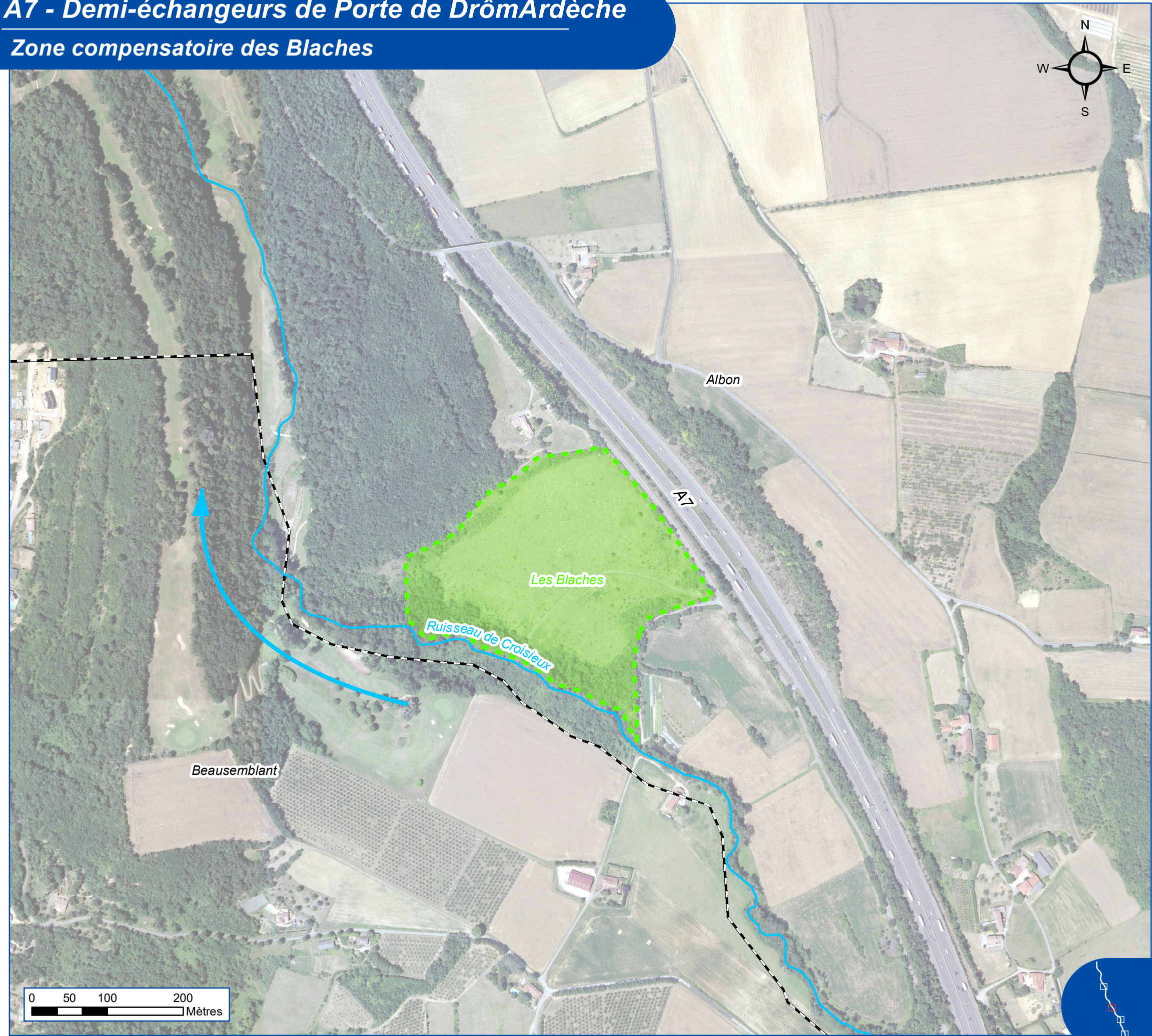


Figure 4. Cartographie des aménagements prévus sur le site de mesure compensatoire des Blâches



A7 - Demi-échangeurs de Porte de DrômArdèche

Zone compensatoire des Blaches



Légende

- Limites communales
- Emprises nécessaires aux travaux
- Cours d'eau
  - Cours d'eau principal
  - Cours d'eau secondaire
- Sens d'écoulement des eaux
- Aménagements projet
  - Tracé projet
  - Remblais
  - Déblais
  - Mur de soutènement
  - Bassin à créer
  - Ouvrage d'art à créer
  - Giratoire à créer
  - Zones compensatoires



## I.2 PRESENTATION DU PLU D'ALBON

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Albon, approuvé le 27 février 2014, est depuis le 19 mars 2014, le document d'urbanisme en vigueur sur cette commune.

Il a fait l'objet de 3 modifications approuvées respectivement le 25 février 2019, le 21 novembre 2021 et le 7 novembre 2022. A noter que les dernières évolutions du PLU en vigueur consistant en une modification de droit commun et une révision allégée, approuvées le 7 novembre 2022.

Le dossier du PLU comprend les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation qui comprend le diagnostic territorial et l'analyse de l'état initial de l'environnement, ainsi que les dispositions du PLU, la justification des choix retenus et l'évaluation des incidences sur l'environnement,
- Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP),
- Le règlement écrit et graphique,
- Les annexes.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) se décline en 2 orientations majeures :

- Orientation n°1 : Garantir un cadre de vie attractif,
- Orientation n°2 : Un développement équilibré favorisant la diversité sociale et générationnelle.

Le PLU définit 3 Opérations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dont la n°3 Secteur de la zone d'activités soumise à l'article L. 111-6 (anciennement L. 111-1-4), concerne le secteur du demi-diffuseur Nord.

## I.3 OBJET ET CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

### I.3.1 OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Le présent dossier, établi conformément aux articles L. 153-54 à L. 153-59, R. 153-13 et R. 153-14 du code de l'urbanisme, traite de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Albon, nécessaire au projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche.

D'un point de vue technique, le document d'urbanisme doit intégrer l'opération à venir, afin de préserver l'espace nécessaire à son implantation face à d'autres projets d'aménagement. Ainsi, tout nouveau projet de développement communal ou d'aménagement d'infrastructure soumis au document d'urbanisme prendra en compte l'opération afin de ne pas compromettre la réalisation.

### I.3.2 PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

La procédure de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme s'organise en même temps que la procédure de déclaration d'utilité publique du projet, à laquelle elle est directement rattachée.

Le schéma ci-dessous synthétise les 4 étapes de la procédure de mise en compatibilité, et son articulation dans le temps avec la procédure de déclaration d'utilité publique du projet. Ces 4 étapes sont également explicitées ci-après.



Figure 5. Schéma de la procédure

#### I.3.2.1 Avis de l'Autorité environnementale (Ae)

Tout projet soumis à évaluation environnementale doit faire l'objet d'un avis de l'autorité environnementale.

Pour le projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionnée à l'article L. 122-1 du code de l'environnement, est la formation d'Autorité environnementale (Ae) de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD).

L'avis rendu par l'AE-IGEDD porte sur la qualité de l'évaluation environnementale faite par le Maître d'Ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par ce projet. Il vise également à garantir la bonne information du public sur les enjeux environnementaux et sanitaires.

#### I.3.2.2 L'examen conjoint des « personnes publiques associées » (PPA)

Préalablement à l'enquête publique, une réunion « d'examen conjoint » avec les Personnes Publiques Associées est organisée, conformément à l'article L. 153-52 du code de l'urbanisme. La réunion d'examen conjoint se déroule en présence de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées prévues aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme.

À l'issue de la réunion d'examen conjoint, un procès-verbal est rédigé et joint au dossier de mise en compatibilité.

À compter de la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête, et jusqu'à la déclaration d'utilité publique, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité.



### I.3.2.3 Le rapport de la commission d'enquête

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête précisent les échanges et observations émises, durant la procédure d'enquête publique, sur l'ensemble des thématiques dont la mise en compatibilité. La commission d'enquête donne également son avis sur les modalités proposées pour la mise en compatibilité.

### I.3.2.4 Avis des communes/EPCI concernés

Lorsqu'il reçoit les conclusions de la commission d'enquête, le préfet chargé de l'organisation de l'enquête publique transmet, pour avis, à la commune ou à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent :

- le dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique (R. 153-14 du code de l'urbanisme),
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint,
- le rapport et les conclusions de la commission d'enquête.

La commune ou l'établissement consulté dispose alors d'un délai de deux mois pour émettre cet avis. À défaut, ce dernier sera réputé favorable.

La mise en compatibilité du document d'urbanisme devient exécutoire dès lors que la déclaration d'utilité publique est publiée, conformément aux dispositions de l'article L. 153-58 du code de l'urbanisme.

## I.3.3 RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES

La procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme est mise en œuvre conformément aux articles suivants du code de l'urbanisme, dont des extraits sont rappelés ci-après :

#### ❖ Article L. 153-54 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, [...], et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »

#### ❖ Article L. 153-55 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

[...]

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. »

#### ❖ Article L. 153-56 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, [...] le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité. »

#### ❖ Article L. 153-57 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Émet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, [...]. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ; [...] »

#### ❖ Article L. 153-58 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ; [...] »

#### ❖ Article L. 153-59 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.



*Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. [...] »*

*4° Au Journal officiel de la République française, lorsqu'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat.*

*Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté. »*

❖ **Article R. 153-13 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)**

*« Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme prévue par les articles L. 153-49 et L. 153-54, cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure.*

*Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique. »*

❖ **Article R. 153-14 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2018-617 du 17 juillet 2018)**

*« Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable. »*

❖ **Article R. 153-20 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021)**

*« Font l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R. 153-21 : [...]*

*3° Le décret ou l'arrêté prononçant la déclaration d'utilité publique prévue à l'article L. 153-58 ; [...]*

*6° La décision mentionnée à l'article R. 104-33, en cas de modification ou de mise en compatibilité, de réaliser ou non une évaluation environnementale. »*

❖ **Article R. 153-21 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021)**

*« Tout acte mentionné à l'article R. 153-20 est affiché pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, à l'exception de la décision mentionnée au 6° de l'article R. 153-20.*

*Il est en outre publié :*

*1° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3 500 habitants et plus ;*

*2° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du code général des collectivités territoriales, s'il existe, lorsqu'il s'agit d'une délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale comportant au moins une commune de 3 500 habitants et plus ;*

*3° Au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, lorsqu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ;*



## II. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME

Le présent chapitre analyse la compatibilité du projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Albon.

La surface d'emprise retenue pour la mise en compatibilité correspond à la bande soumise à enquête publique. Celle-ci comprend les emprises strictes du projet et celles nécessaires à la réalisation des travaux. Sont également ajoutées les emprises nécessaires à la mesure compensatoire située sur la commune d'Albon.

### II.1 LE REGLEMENT

Le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche localisé en partie sur la commune d'Albon, traverse plusieurs zonages du PLU de cette commune, à savoir :

- la zone A : zone agricole,
- la zone Uizb : zone urbaine à vocation d'activités,
- la zone AUiza : zone à urbaniser à dominante d'activité ouverte à l'urbanisation.

Le site de la mesure compensatoire des Blâches est lui implanté sur les zonages suivants :

- la zone N et le secteur Ne : zone naturelle et forestière.

#### II.1.1 ZONE A

La zone A correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou écologique des terres agricoles.

Le règlement de la zone A admet dans son article A 2 « Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières », notamment :

- « Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (telles que voiries, canalisations, pylônes, transformateurs...), à condition de ne pas dénaturer le caractère des lieux avoisinants et de ne pas apporter une gêne excessive à l'exploitation agricole »,
- « Les affouillements et exhaussement de sol strictement nécessaires aux constructions et aménagements compatibles avec la vocation de la zone,
- Les clôtures. »

Le règlement de la zone A autorise le projet de demi-diffuseur Nord en tant que constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sous réserve qu'il ne dénature pas le caractère de la zone agricole et qu'il n'apporte pas de gêne excessive à l'exploitation agricole.

De plus, le règlement de la zone A autorise les affouillements et exhaussements liés aux ouvrages autorisés dans la zone ainsi que les clôtures.

Sur la commune d'Albon, le projet consiste au raccordement des bretelles du demi-diffuseur Nord à la section courante de l'autoroute A7 et à la mise en œuvre d'un bassin d'assainissement au droit d'un bassin existant. Il s'implante donc à proximité immédiate de l'autoroute A7 et ne vient donc pas dénaturer le caractère agricole de la zone A, ni entraîner une gêne excessive à l'exploitation agricole.

Ainsi la création du demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche est autorisée dans la zone A.

**Aucune mise en compatibilité du règlement de la zone A n'est donc nécessaire.**

#### II.1.2 ZONE UIZB

La zone Uizb correspond à un secteur de la zone Ui, zone urbaine à vocation d'activités, correspondant à la partie urbanisée de la ZAC dite Axe 7.

Le règlement de la zone Uizb admet dans son article Uizb 2 « Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières », les équipements d'intérêt collectif, sous réserve qu'ils apportent un complément fonctionnel à la zone.

Le règlement précise dans son article Uizb 1 « Occupations et utilisations du sol interdites » que sont interdits, les affouillements ou exhaussements de sol non strictement nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.

Le règlement de la zone Uizb autorise le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche comme équipement d'intérêt collectif permettant un accès facilité à la zone, ainsi que les affouillements et exhaussements de sol nécessaires au projet.

**Aucune mise en compatibilité du règlement de la zone Uizb n'est donc nécessaire.**

#### II.1.3 ZONE AUIZA

La zone AUiza est un secteur de la zone AU, zone à urbaniser, correspondant à la tranche n°2 de la ZAC Axe 7, soit une zone à dominante d'activités artisanales et industrielles ouverte à l'urbanisation.

Le règlement de la zone AUiza admet dans son article AUiza 2 « Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières », les équipements d'intérêt collectif, sous réserve qu'ils apportent un complément fonctionnel à la zone.

Le règlement précise dans son article AUiza 1 « Occupations et utilisations du sol interdites » que sont interdits, les affouillements ou exhaussements de sol non strictement nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.

Le règlement de la zone AUiza autorise le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche comme équipement d'intérêt collectif permettant un accès facilité à la zone, ainsi que les affouillements et exhaussements de sol nécessaires au projet.

**Aucune mise en compatibilité du règlement de la zone AUiza n'est donc nécessaire.**



### II.1.4 ZONE N ET LE SECTEUR NE

La zone N correspond aux zones naturelles et forestières, à protéger en raison notamment de la valeur des espaces forestiers et naturels, de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages, et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espace naturels.

Le règlement de la zone N admet dans son article N 2 « occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières », notamment :

- « Les aménagements et installations permettant la valorisation des zones humides et des pelouses sèches à condition qu'ils ne conduisent pas à détruire l'équilibre écologiques de ces milieux. »
- « Les affouillements et exhaussements de sol strictement nécessaires aux constructions et aménagements compatibles avec la vocation de la zone (les déblais, remblais, dépôts de terre sont interdits). »

Le règlement de la zone N autorise donc la restauration des pelouses et la mise en sénescence d'îlots d'arbres envisagés sur le site de mesure compensatoire des Blâches. De même, la désartificialisation de la voie traversant le site, les exhaussements nécessaires à la création des mares et la mise en place d'abris ponctuels pour la faune sont autorisés.

La zone Ne est un sous-secteur de la zone N, zone naturelle et forestière, correspondant aux secteurs dédiés aux installations photovoltaïques.

Le règlement de la zone Ne autorise uniquement les installations et aménagements nécessaires :

- « à l'exploitation et à la gestion des réseaux et des services publics (voiries, réseaux divers, antennes) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques. »
- « au développement des champs photovoltaïques. »

Les aménagements prévus dans le cadre des mesures compensatoires sur le site des Blâches (restauration des pelouses, désartificialisation de la voie traversant le site et création d'abris ponctuels pour la faune et de mares) ne sont pas explicitement autorisés en zone Ne.

**Une mise en compatibilité du règlement du secteur Ne de la zone N est donc nécessaire.**

## II.2 LES EMPLACEMENTS RESERVES

Aucun emplacement réservé du PLU d'Albon n'est intercepté par le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche ni par le site de mesure compensatoire des Blâches.

**Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.**

## II.3 LES ESPACES BOISES CLASSES

### ❖ Demi-diffuseur Nord

Un ilot classé au titre des Espaces Boisés Classés (EBC) est présent au nord de la commune, immédiatement à l'Est de l'autoroute A7. A noter que cet EBC se situe pour partie au droit d'un bassin d'assainissement autoroutier.

Le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche empiète sur cet EBC puisqu'il prévoit la mise en place d'un nouveau bassin d'assainissement sur les emprises et au-delà du bassin existant.

**Une mise en compatibilité du plan de zonage est donc nécessaire** afin de déclasser cet Espace Boisé Classé.

### ❖ Zone de mesure compensatoire : site des Blâches

Un Espace Boisé Classé (EBC) est en partie présent sur le site de mesure compensatoire des Blâches. Il est concerné par deux actions : mise en sénescence du boisement et pose de gîtes à chiroptères. Aucune de ces actions n'est contradictoire avec les règles définies dans les articles L.113-1 à L.113-7 du code de l'urbanisme sur les EBC.

**Aucune mise en compatibilité du plan de zonage n'est donc nécessaire** concernant cet EBC sur le site des Blâches.

## II.4 LE PATRIMOINE BOISE (HAIES ET BOISEMENTS)

### ❖ Demi-diffuseur Nord

Deux haies situées au nord de la commune et à l'ouest de l'axe de l'A7 sont identifiées comme un linéaire végétal à protéger au titre de l'article L. 123-1-5 alinéa 7° du code de l'urbanisme. A noter que ces haies sont davantage des bosquets/alignements d'arbres plantées le long des voiries et aujourd'hui assez clairsemées.

Il est précisé dans le règlement que « ces continuums végétaux ne doivent pas être détruits, toutefois de façon dérogatoire, une destruction partielle peut être autorisée uniquement si cette destruction est nécessitée par des aménagements ou des travaux rendus obligatoires par des nécessités techniques ou par des problèmes phytosanitaires ».

Etant donné l'implantation de ces deux haies à proximité immédiate de l'autoroute A7, le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche impactera quelques arbres (de l'ordre de 2-3) du fait de l'aménagement de l'ouvrage d'art de la RD1 (raidissement de perré).

**Une mise en compatibilité du plan de zonage est donc nécessaire** afin d'ajuster les linéaires de haies au projet de demi-diffuseur Nord.

### ❖ Zone de mesure compensatoire : Site des Blâches

Concernant le site de compensation des Blâches, une haie constituant un élément remarquable au titre du L. 151-19 du code de l'urbanisme est située en bordure de la zone compensatoire. Cependant, les actions envisagées sur le site ne portent pas atteinte à cette haie.



Aucune mise en compatibilité du plan de zonage n'est donc nécessaire concernant cette haie protégée.

## II.5 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le PLU définit 3 Opérations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dont la n°3 Secteur de la zone d'activités soumise à l'article L. 111-1-4, concerne le secteur du demi-diffuseur Nord.

En effet, cette Orientation d'Aménagement et de Programmation concerne la seconde tranche (partie Ouest) de la zone d'activités dite ZAC d'axe 7, et se situe à l'ouest de l'autoroute A7 au droit du raccordement du projet de demi-diffuseur Nord sur l'autoroute A7.

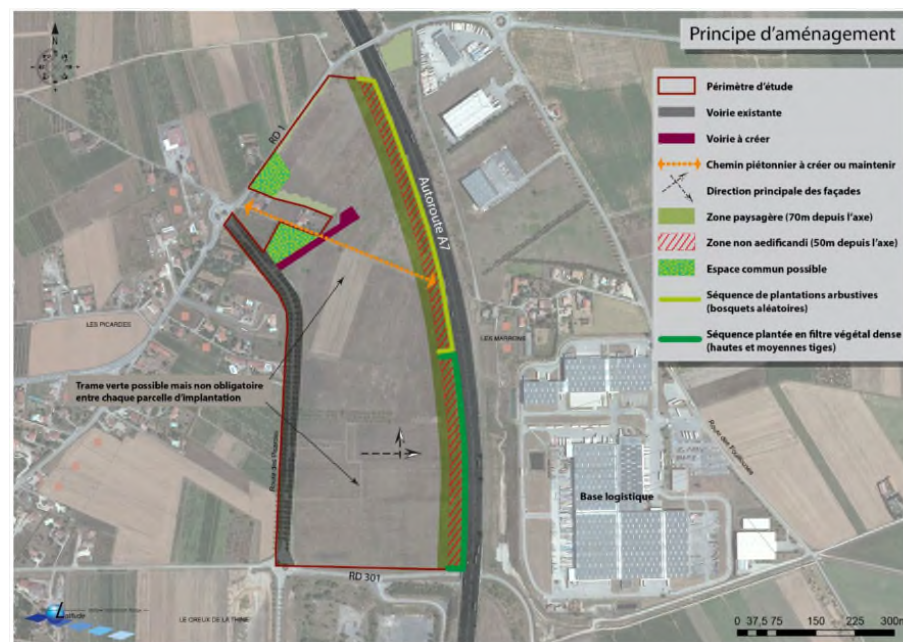


Figure 6. Principe d'aménagement de l'OAP n°3 définie au sein du PLU d'Albon

Dans ce secteur, le projet de demi-diffuseur Nord s'implante à proximité immédiate de l'autoroute A7 et ne vient donc pas remettre en cause les Orientations d'Aménagement et de Programmation définies.

D'autre part, aucune OAP n'est présente à proximité du site de mesures compensatoires des Blâches.

Aucune mise en compatibilité n'est donc nécessaire.

## II.6 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) se décline en 2 orientations majeures, ayant chacune plusieurs objectifs :

- Orientation n°1 : Garantir un cadre de vie attractif,
  - Objectif 1.1 : Structurer le développement urbain dans un équilibre entre les fonctions résidentielles, économiques et touristiques,

- Objectif 1.2 : Organiser un fonctionnement attractif respectueux de l'environnement,
  - Objectif 1.3 : Valoriser le patrimoine bâti, paysager et nature,
  - Objectif 1.4 : Créer des conditions favorables au maintien de l'agriculture dans un équilibre avec les paysages et les milieux naturels,
- Orientation n°2 : Un développement équilibré favorisant la diversité sociale et générationnelle.
    - Objectif 2.1 : Favoriser une mixité sociale et générationnelle et une qualité résidentielle,
    - Objectif 2.2 : Accompagner les besoins des habitants.

Le projet de diffuseur ne vient pas contredire ces différentes orientations du PADD, puisqu'il a pour objet d'améliorer l'accessibilité au territoire, et intègre la mise en place de mesures d'insertion environnementale et paysagère préservant le cadre de vie des riverains.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.



### III. MISE EN COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME

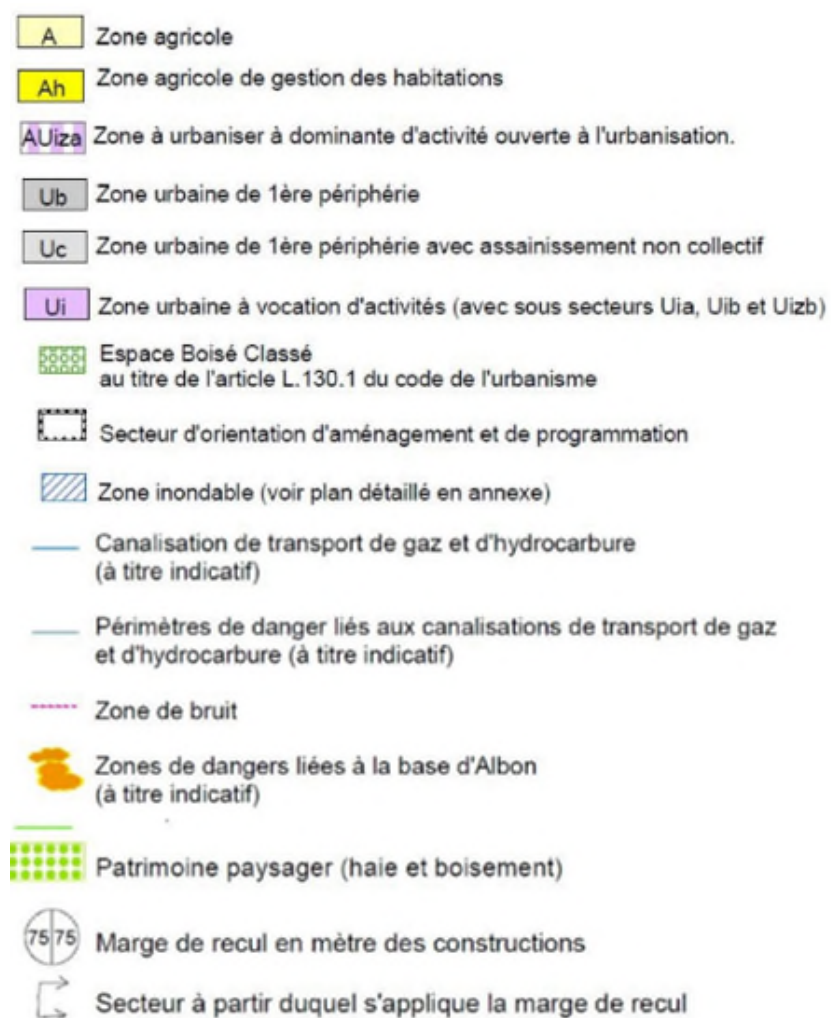
La mise en compatibilité du PLU de la commune d'Albon vise à :

- déclasser un Espace Boisé Classé (EBC) car localisé sous les emprises du projet,
- ajuster des linéaires de haies protégées au titre du patrimoine paysager au projet,
- autoriser la réalisation des mesures compensatoires du projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche au sein du secteur Ne de la zone N.

Les deux premiers points entraînent des modifications du règlement graphique tandis que le dernier implique une modification textuelle du règlement écrit du secteur Ne de la zone N.

#### III.1 PLAN DE ZONAGE

Un extrait du règlement graphique au droit du projet avant mise en compatibilité et après mise en compatibilité est présenté ci-contre.



AVANT MISE EN COMPATIBILITE



APRES MISE EN COMPATIBILITE





## III.2 REGLEMENT DE LA ZONE N

Les paragraphes suivants présentent le règlement de la zone N avant mise en compatibilité puis après mise en compatibilité, en faisant apparaître en surligné en gris les parties mises en compatibilité.

### III.2.1 ZONE N AVANT MISE EN COMPATIBILITE

#### Chapitre 1 – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

##### **Article N 1 – Occupations et utilisations du sol interdites**

Les occupations et utilisations de sol non mentionnées à l'article N2 sont interdites.

##### **Article N 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières**

[...]

##### **6- Dans les zones Ne uniquement**

Sont admis :

Les installations et aménagements nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et des services publics (voirie, réseaux divers, antennes) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques.

Les installations et aménagements nécessaires au développement des champs photovoltaïques.

### III.2.2 ZONE N APRES MISE EN COMPATIBILITE

#### Chapitre 1 – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

##### **Article N 1 – Occupations et utilisations du sol interdites**

Les occupations et utilisations de sol non mentionnées à l'article N2 sont interdites.

##### **Article N 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières**

[...]

##### **6- Dans les zones Ne uniquement**

Sont admis :

Les installations et aménagements nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et des services publics (voirie, réseaux divers, antennes) et dont la localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques.

Les ouvrages, constructions, installations, affouillements et exhaussements de sol liés aux mesures compensatoires du diffuseur autoroutier de Porte de DrômArdèche.

Les installations et aménagements nécessaires au développement des champs photovoltaïques, sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la mise en œuvre ou au maintien des mesures compensatoires du diffuseur autoroutier de Porte de DrômArdèche.